

## Revue M en 1988 Mai 68-88

Michèle Guenoun

### Le PCF, le MLF et les femmes, rendez-vous manqué

S'il est un mouvement issu de 68 dont le PCF ne comprend pas la démarche et les aspirations, c'est bien celui des femmes. A regarder pourquoi, on arrive vite au cœur des raisons du déphasage de ce Parti avec la société.

Au lendemain de la publication, dans le Monde du 5 avril 1971, du Manifeste des 343 femmes confessant publiquement avoir avorté et signant ce qu'il est convenu de considérer comme l'acte de naissance du MLF, l'Humanité aurait pu aussi bien titrer «Ce n'est pas d'aujourd'hui»... Et rappeler que par trois fois<sup>1</sup> — 1933, 1956, 1965 — le PC a déposé des projets de loi visant l'abrogation de la loi de 1920 et la régulation — thérapeutique — de l'avortement... Assurer, en une riposte polémique, qu'en menant la bataille politique pour une démocratie avancée ouvrant la voie pacifique au socialisme qui répondra, entre autres besoins sociaux, à ceux dits «spécifiques» des femmes, et fort de ses 200 000 adhérentes, il est le seul parti qui contribue activement à l'émancipation féminine<sup>2</sup>.

Mais, pour sacrifier à la tradition bien connue qui lui permet d'organiser des effets de surprise pour ses lecteurs — et lectrices en l'occurrence — elle ne fait mention d'aucun manifeste et publie, le 9 avril, en première page sous le gros titre «A propos de l'Avortement», un article — signé d'une journaliste — qui s'apparente à une déclaration du genre communiqué du Bureau Politique par son style et son contenu. En ce sens il est exemplaire : il illustre parfaitement, symptomatiquement, la différence radicale — pour ne pas parler de contradiction — entre les positions du MLF à venir et celles du PCF dont on peut repérer là la constitution en deux «strates», correspondant à deux périodes, avant/après 1945, plus l'ébauche d'une «ouverture», parce qu'il s'agit pour lui, sur la lancée de l'aggiornamento qu'il a entamé à partir des années 60 et qui lui a permis de fonder un nouveau projet politique, d'intégrer ce que 68 a «manifesté» dans la gestion de l'alliance — décisive et qu'il entend diriger<sup>3</sup> — classe ouvrière/couches moyennes.

Cette différence tient à une double détermination : d'une part l'histoire antérieure à des rapports entre le courant féministe et le mouvement

---

<sup>1</sup> Il a voté en 1967, avec le PS, la loi Neuwirth relative à la contraception — pour — couple.

<sup>2</sup> Argumentation principale et leitmotiv qu'il adopte à partir de 1975, quand à la fois le MLF «fait prise» et que l'union avec le PS devient problématique, rendant les enjeux électoraux serrés.

<sup>3</sup> Ce qu'il fait effectivement à l'époque et jusqu'en 75.

ouvrier révolutionnaire — en termes de tradition théorique marxiste telle qu'elle a été mise en œuvre politiquement; d'autre part ce qui, dans les changements profonds qui affectent la société française à partir des années 60 pour irrupter en 68, concerne les femmes, et que le PC ne saurait ni ne saura intégrer pour cause d'aggiornamento «avorté»... Cette double détermination génère le MLF dans et par cette différence et rend compte du fait que, de 1971 à 1980, elle ait perduré, sous quelle forme, pendant ce temps où l'on pouvait croire que, si la vie allait changer, celle des femmes aussi grâce à la rencontre, porteuse d'espairs considérables, des deux dynamiques, du mouvement ouvrier et des femmes.

### **La nature de la différence**

Les femmes revendiquent l'avortement libre, qui «n'est qu'un aspect de leur lutte, première étape de leur libération», «car l'interdiction de l'avortement n'est qu'une des oppressions matérielles contraignant les femmes et les forçant à se vivre exclusivement comme mères et épouses».

Le PC préconise une réglementation qui tienne compte de la réalité : presque autant d'avortements que de naissances, situation qui «touche toutes les catégories sociales, mais plus dramatiquement les travailleurs», ce qui le «préoccupe le plus»; l'évolution majoritaire des opinions sur ce sujet (validée par l'IFOP); enfin «l'attachement profond de ce pays aux libertés individuelles». Voilà pour l'ouverture.

Mais, face à la diminution de la natalité il réaffirme ses positions de principe : un natalisme fait d'humanisme naturaliste (ou inversement), «le bonheur d'avoir un enfant reste un des plus grands bonheurs humains», «cet amour naturel» etc., et de «responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière et de l'avenir national». Strate post 1945. Naturellement une bonne politique — vraiment efficace — en la matière consiste à lutter pour «l'avènement d'un régime social qui éliminerait toutes les formes d'exploitation et d'oppression». Socle pré-45 encore validé, modernité oblige, par une enquête SOFRES. Enfin... il «faut assurer aux femmes la possibilité de concilier vie professionnelle et maternité».

Là où un sexe revendique sa libération de ce qui l'a historiquement et prioritairement assigné à la fonction de reproduction dans le cadre de la famille, donc son droit à disposer librement de «son corps», d'où le mot d'ordre : «un enfant si je veux quand je veux», le PC propose une société égalitaire puisque libérée de l'antagonisme production/reproduction, offrant aux femmes le bonheur de la complémentarité travail /famille /maternité.

Héritier du mouvement révolutionnaire français, où les femmes ont joué un rôle majeur dès 1789 et à chacune de ses étapes, le PC est bien placé pour savoir, avec Lénine, que «sans les femmes, il est impossible d'entraîner les masses dans la politique». Il est aussi l'héritier du courant marxiste qui, dès qu'il se constitue, après la Commune, mène la bataille

sur deux fronts: à l'intérieur de la classe ouvrière — imprégnée de sexisme (voir Proudhon), qui voit dans la main-d'œuvre féminine une réserve concurrence<sup>4</sup> — pour l'unité du travail contre le capital; contre le courant féministe dit bourgeois ou réformiste, dont la progression notable, sous forme d'associations avec activités et publications diverses, témoigne que conscience de sexe et conscience de classe se développent parallèlement sur le même terrain du capitalisme et de la démocratie bourgeoise; surtout risque de le concurrencer dangereusement sur son terrain à lui. Il le fait au nom de l'unité de la classe ouvrière, c'est-à-dire du primat de la lutte de classe sur la lutte de sexe, fondé par l'anthropologie marxiste — voir Engels — qui explique la «défaite historique du sexe féminin» et du «matriarcat» antérieur au patriarcat par l'apparition de la division sociale du travail et de la propriété privée. Les féministes n'ont pas de théorie de leur vécu, même si les plus conscientes, liées à la classe ouvrière, ont déjà l'intuition qu'en subordonnant exclusivement la libération de la femme à celle du prolétariat, en la privant de son autonomie, on en fait un appendice qui risque de tomber en cours de route<sup>5</sup>... ce qui ne manquera pas de se produire. Le féminisme réformiste va donc privilégier la lutte pour les droits politiques — prioritaires — et civils pour réaliser l'égalité économique et sociale; le courant marxiste la lutte économique, que mènent de toutes façons les travailleuses — y compris dans ses aspects sociaux — bien que peu syndiquées<sup>6</sup>. Mais les choses ne sont pas dramatiquement tranchées dans un contexte où le capitalisme a terriblement aggravé les inégalités de sexe en surexploitant les femmes et les excluant de tout droit, ce qui conforte thèse et pratique du courant marxiste; mais aussi parce que de part et d'autre les mouvements sont naissants.

A partir de 1920, ce qui se met en place, s'impose et reste acquis pour le futur c'est le fait que le PC et la CGT constituent et institutionnalisent leur identité, et rendent dominant un modèle de luttes — non fédérateur — qui verrouille le monde du travail à l'égard de toute influence du féminisme, sur la base de l'énoncé théorique et politique : la classe ouvrière, en se libérant, libérera les femmes. Ce modèle, non exclusif d'interventions à la Chambre des députés, inaugure et légitime la dichotomie démocratie économique/démocratie formelle, ce qui comptera beaucoup pour les femmes après... 1945<sup>7</sup> quand le PC acquiert une légitimité nationale en

---

<sup>4</sup> Il faut attendre 1879 pour que le travail féminin soit admis au Congrès ouvrier de Marseille; encore tout est loin d'être joué à la CGT comme le montrent quelques «affaires» en 1898, au Congrès suscitant l'indignation de Guesde, en 1913 avec l'affaire Couriau. De plus, jusqu'en 1920, les femmes ont besoin de l'autorisation maritale pour se syndiquer...

<sup>5</sup> Cf. les textes d'H. Brion, institutrice CGT «Femme ose être» 1916... entre autres.

<sup>6</sup> Ces rôles dominants expliquent qu'à la différence des pays anglo-saxons, le suffragisme n'ait pas pris un caractère de masse en France.

<sup>7</sup> Modèle dont l'efficacité est validée par les conquêtes de 1936 qui bénéficient aux femmes les plus exploitées.

même temps que les femmes leur légitimité politique. Conjonction étonnante: tous deux sortent de l'exclusion, quant aux raisons, personne ne s'y trompe. Rôles dans la Résistance, un électorat féminin majoritairement de droite<sup>8</sup>. Mais les conditions dans lesquelles le PC accède à cette reconnaissance sont «détonantes». En «un clin d'œil» il doit rendre compatibles culture révolutionnaire et culture de gouvernement pour reconstruire la nation, par ailleurs capitaliste et coloniale. Le modèle s'enrichit alors d'un nouvel instrument, l'organisation de masse — l'Union des femmes françaises<sup>9</sup> — qui a pour tâche de faire transiter, dans la partie féminine de la société civile, la politique de mobilisation populaire du Parti. Les objectifs sont donc pour elles : repeuplement de la patrie, organisation du ravitaillement, lutte pour la paix. Le champ d'action du PC vis-à-vis des femmes s'est considérablement ouvert et déplacé : l'union progressiste des femmes sera large, mais au prix du plus grand dénominateur commun — rôle de la mère dans la nation — moralisme et natalisme, et du plus petit commun dénominateur quant à la dénonciation de leur oppression. La contradiction est évacuée par l'usage — exemplaire — du modèle qui fait ses preuves en URSS, où précisément sont «harmonieusement conjugués amour de la famille et de la patrie» dans l'édification du socialisme. Cet usage permet d'ignorer superbement le premier grand essai théorique de la pensée féministe, le «Deuxième Sexe», comme de passer la Guerre froide, mais sous le mode de la fixation. La contradiction éclate à propos du «Contrôle des naissances» en 56 (XIVe Congrès) où la direction du PC brille par le bricolage théorique et un moralisme, récemment acquis donc, qui brouille tout repère et analyse, autour du «néo-malthusianisme»<sup>10</sup>.

### **La différence resurgit**

Années 60 : fin de la guerre froide, fin de la guerre coloniale pour la France, le capitalisme français se modernise sous la forme du «capitalisme monopoliste d'Etat», le mouvement communiste international se divise. Tout cela pèse sur la société française, femmes et PC compris.

---

<sup>8</sup> Le Sénat avait repoussé les propositions des députés pour le vote des femmes en 1922, 1929, 1932 et 1935...

<sup>9</sup> La pratique du double langage et de la contradiction discours/pratique s'organise, en tout cas à propos des femmes, de ce moment... via les relations PC/UFF qui... «émane» du Parti pendant la Résistance et vise l'union des gaullistes, chrétiennes et communistes.

<sup>10</sup> Si le PC maintient — via ses intellectuels — la tradition de la recherche historique, il contourne la recherche sociologique que Bebel, dans son magnifique ouvrage «La Femme et le socialisme» publié en 1882 et réédité en 1964 et préfacé par J. Duclos, avait magnifiquement inauguré: voir le dernier chapitre sur Démographie et Socialisme où il avance que «dans la question démographique, l'élément qui prendra à l'avenir une importance déterminante sera la situation plus élevée et plus libre des femmes à l'avenir et rendra vraisemblablement», et pour cause de libération totale, «la croissance de la population plus lente en société socialiste que bourgeoise».

Ce qui change pour les femmes c'est leur type d'insertion professionnelle : le pourcentage de femmes dans la population active totale n'a pas varié. Il est à 38 %, de 1906 à 1973, autour de 8 millions. Mais le pourcentage des femmes salariées est passé de 35% à 80 % du total des femmes actives... grâce à la sphère étatisée de la reproduction (enseignement, santé) et au développement du tertiaire administratif comme de la consommation. En 68, la population active féminine occupe 13,7 % dans l'agriculture, 25,9% dans l'industrie, 60,4% dans le tertiaire.

Autre changement spectaculaire, outre l'accès à l'éducation, secondaire et supérieure, c'est le pourcentage de femmes mariées qui a le plus sensiblement augmenté dans cette population active. L'ensemble explique l'engagement des femmes dans l'action politique et syndicale, comme l'évolution de leur vote à gauche. Si l'on ajoute à ces transformations l'histoire cumulée du Mouvement ouvrier et du PC<sup>11</sup>, «l'effet 68», on comprend :

— L'émergence d'un MLF constitué d'intellectuelles engagées dans diverses organisations de gauche et d'extrême-gauche qui vont beaucoup théoriser à partir du marxisme mais pas seulement<sup>12</sup>

— Le contenu et les formes de luttes qui leur restent à investir : la reproduction (d'où le thème «le privé est politique») et la non-mixité, autant de choses parfaitement incompréhensibles et inacceptables pour le PC qui est tout occupé à mener de front son renouveau théorique et politique et à «tenir» l'union de la gauche<sup>13</sup>.

Le balisage d'un «no man's land» où ils vont se croiser à l'occasion de lois à voter sur la Contraception et l'Avortement ou de décrets à combattre sur le travail à mi-temps et le temps partiel entre 75 et 80, et qui illustre la prise du MLF sur la société mais aussi sur le monde du travail même si elles n'ont pas su faire passer la revendication «quel salaire égal pour quel travail égal». Prise que reconnaît G. Marchais, en 77 où il annonce que le Mouvement des femmes est le plus grand mouvement de ces vingt dernières années ; G. Séguay qui déclare en 78 lors de la 6e conférence de la CGT sur les «Femmes salariées d'aujourd'hui» : «Nous devons tous être convaincus que toute perspective d'évolution humaine progressive est subordonnée à la question de l'émancipation des femmes.»

---

<sup>11</sup> Qui semble pressentir des choses puisqu'il organise en 1965 une semaine de la pensée marxiste sur la «question féminine».

<sup>12</sup> Les publications sont nombreuses autant que totalement méconnues par la culture communiste.

<sup>13</sup> On chercherait en vain dans l'analyse du Capitalisme monopoliste d'État une prise en compte ne serait-ce que de l'organisation sexuelle du salariat, à défaut de la relation Production/reproduction «privée».